



**PEACEBUILDING FUND
CAR**

FINAL PROJECT NARRATIVE REPORT

REPORT COVER PAGE

Recipient Organization(s): UNDP	PBF Priority Area: <i>(Not applicable for Emergency Window projects)</i>
PBF Project No: New Atlas No: 66697 <i>(as per enclosed list)</i> PBF Project Title: Inclusive Political Dialogue (Comité de Suivi des Recommandations du Dialogue Politique Inclusif – CSRDPI)	Report Number: 1
Reporting Period: 1 Avril to 31 December 2010	Project Budget: PBF (11363) : \$ 200,000.00 Other funding: - PBF(UNDP - JPAA) : \$ 99,198.43 -OIF : \$ 14,629.91 -UA : \$ 97,730.61
List Implementing Partners: <ul style="list-style-type: none">• <i>Recipient Organizations: UNDP</i>• <i>Other International Organizations: BINUCA</i>• <i>National (govt., private, NGOs & others): Comité de Suivi du Dialogue Politique Inclusif - CSRDPI</i>	Project Coverage/Scope: <i>Le projet a couvert Bangui et tout l'arrière-pays</i>
Abbreviations and acronyms: <i>DPI: Dialogue Politique Inclusif</i> <i>UNDP: United Nations Development Programme</i> <i>BINUCA: Bureau Intégré des Nations Unies en Centrafrique</i> <i>OIF : Organisation Internationale de la Francophonie</i> <i>AU : African Union</i> <i>NEX : National Execution</i> <i>DDR : Disarmament, Demobilization, Reintegration</i>	Project Duration: 15 mois Start Date: <i>avril 2010</i> Original end date: <i>Décembre 2010</i> Revised end date: Budget Revisions/Extensions Project Closure: 30 juin 2011

I. Purpose

La tenue du Dialogue Politique Inclusif est perçue par tous comme le socle du développement et de la Paix durable en Centrafrique. Un Comité de suivi composé de toutes les entités ayant pris part au DPI est mis en place qui a pour tâches de :

- servir de Conseil au Gouvernement et à toute autre institution qui le demande ;
- informer la population, les acteurs de la vie sociopolitique, l'opinion nationale et internationale sur l'évolution de l'application et de l'exécution des recommandations du Dialogue Politique Inclusif ;
- faire le plaidoyer et aider le Gouvernement à mobiliser les ressources requises pour la mise en œuvre de certaines recommandations qui en dépendent ;
- organiser des séminaires, ateliers et campagnes d'information et de sensibilisation ainsi que des échanges sur des questions relatives à l'application des recommandations du Dialogue Politique Inclusif au sein de la population et des communautés concernées.

Le présent projet est mis en place pour apporter un appui financier aux efforts du gouvernement dans la mise en œuvre des recommandations du Dialogue Politique Inclusif à travers le Comité de suivi mis en place à cet effet.

II. Resources

II.1.-Financières:

Le projet d'appui au Comité de Suivi des recommandations du DPI est principalement financé par le Fonds de Consolidation de la Paix (11363) pour un montant de \$200,000.00. Il bénéficie également des reliquats des fonds du projet "Dialogue Politique Inclusif – DPI", notamment les fonds de l'organisation de la Francophonie (OIF) pour un montant de \$14,629.91, de l'Union Africaine pour un montant de \$ 97,730.61 et du PBF (UNDP-JPAA) pour un montant de \$ 99,198.43. Le montant total des fonds dont a bénéficié le projet est donc de \$ 411,558.95

II.2.-Humaines :

Le projet est mis en œuvre par le Comité de Suivi du Dialogue Politique Inclusif à travers son Président et son Directeur Administratif & Financier.

Outre la rémunération du Directeur Administratif & Financier pendant la période du projet, les rémunérations du personnel administratif du Comité de Suivi (six personnes) ont été prises en charge pendant quatre mois.

III. Implementation and Monitoring Arrangements

Le projet est en Exécution Nationale (NEX) avec la modalité de "paiement direct", conformément au HACT (paiement direct pour les partenaires d'exécution non encore évalués).

L'ordonnateur principal des dépenses est le président du Comité de Suivi des Recommandations du Dialogue Politique Inclusif (CSRDPPI), assisté du Délégué aux affaires administratives et financières qui est cosignataire des documents financiers et qui exécute le budget du CSRDPPI.

Le suivi des activités du projet est assuré conjointement avec le Bureau Intégré des Nations Unies en Centrafrique (BINUCA) à qui le CSRDPPI adresse les états de besoin sous forme de demande de financement des activités. Une fois approuvées, ces états sont transmis au PNUD pour examen et décaissement, conformément au Plan de travail Annuel.

Le PNUD se charge, en collaboration avec le CSRDPPI, de l'établissement des rapports de progrès et tout autre rapport demandé par le PBF.

IV. Results

IV.1.- Rappel des résultats :

Les deux principaux résultats visés par le projet sont:

Résultat 1 : La population centrafricaine est largement informée des recommandations du DPI et participe à leur mise en œuvre.

Activité 1 : Edition et publication des rapports

Activité 2 : Missions de sensibilisation à Bangui et dans les provinces

Résultat 2 : Au moins 50% des recommandations du DPI sont mises en œuvre et communiquées à l'ensemble de la population

Activité 1 : Tenue régulière des sessions et réunions du Comité de Suivi

Activité transversale : appui au fonctionnement du Comité de Suivi

IV.2. Réalisations durant la période:

Résultat 1 : 04 missions de sensibilisations ont été organisées à l'intention des leaders communautaires aussi bien à Bangui que dans les provinces. Ces leaders ont par la suite organisé des sessions de sensibilisation des populations de leurs zones respectives. Les populations ont également été sensibilisées à travers les émissions hebdomadaires radiodiffusées.

Les préoccupations des populations ont également été recueillies au cours de ces missions de sensibilisation, ce qui a permis de:

- attirer l'attention du Gouvernement sur l'urgence de l'indemnisation des victimes des conflits au même titre que les ex-combattants afin de favoriser la réconciliation véritable au niveau de communautés. A cet effet, une

- correspondance a été adressée par le Comité au Ministre en charge de la réconciliation Nationale;
- porter à l'attention du Gouvernement les préoccupations des populations par rapport à l'organisation élections crédibles et transparentes afin d'éviter toute la reprise des hostilités. Ceci a contribué dans une certaine mesure dans la décision du Président de la République de reporter les élections générales initialement prévues en mai 2010 ;
 - Porter à l'attention du Comité de Pilotage du DDR la nécessité de réactiver et d'assurer le fonctionnement des comités locaux DDR ;

Il faut enfin noter qu'en janvier 2011, une mission d'observation des élections a été organisée par le Comité à Bangui et dans 06 des seize préfectures du pays

Résultat 2 :

A ce jour, 32% des recommandations ont été mises en œuvre et communiquées à l'ensemble de la population contre un objectif de 50%. Ce faible pourcentage se justifie par les contraintes rencontrées, comme indiqué ci-dessous.

V – Leçons apprises et contraintes

Leçon apprise

Les missions de sensibilisation ont mis en évidence une faiblesse de communication entre les autorités et la population, ce qui a pour conséquence une faible implication de celle-ci dans la mise en œuvre des politiques et projets du Gouvernement en général et dans la mise en œuvre des recommandations du DPI en particulier. Une plus grande communication de proximité est nécessaire car la population désire avoir accès à plus d'informations sur les activités entreprises au niveau central à travers ses représentants.

Contraintes

Les contraintes qui ont atténué les résultats du projet surtout en ce qui concerne le pourcentage de mise en œuvre des recommandations sont multiples :

- Absence de volonté de certaines institutions responsables de la mise en œuvre des recommandations
- Contexte pré-électoral qui a réorienté les priorités du Gouvernement beaucoup plus sur l'organisation des élections
- Nombre important des recommandations à moyen terme qui ne peuvent pas être mises en œuvre dans un délai de moins d'un an car devant être étalées dans le temps et nécessitant des dépenses d'investissement de la part du gouvernement
- Faiblesse des ressources mises à la disposition du Comité par le Gouvernement (décaissement de 54% du budget prévu).